

Démocratie, protestation et contestation de la place Syntagma

GIORGOS TSIRIDIS
doctorant en science
politique, université
Kapodistrian, Athènes

DIMITRI
PAPANIKOLOPOULOS
doctorant en science
politique, université
Kapodistrian, Athènes

Cet article* tente d'illustrer les particularités du mouvement grec contre les mesures d'austérité imposées par le gouvernement sous l'égide de l'UE et du FMI. Outre ses revendications économiques, le mouvement réclame un système politique plus juste, orienté vers la démocratie directe. Afin de mieux comprendre d'où il vient, on s'intéressera d'abord à certaines particularités socio-économiques caractéristiques de la politique grecque dans le contexte plus large de l'Europe du Sud.

Économie et démocratie au Sud. Une trajectoire historique inversée

On note souvent que la Grèce, l'Espagne et le Portugal (et parfois l'Italie) ont emprunté des voies semblables, surtout pendant les années d'après-guerre. La Grèce, l'Espagne et le Portugal, avec leur transition vers la démocratie politique au cours des années 1970, se sont situés dans ce que Samuel P. Huntington a appelé la « troisième vague de démocratisation ». La comparaison de leurs trajectoires historiques au cours des dernières décennies montre de nombreuses ressemblances au niveau politique, social et économique. Les transitions vers la démocratie au milieu des années soixante-dix sont notamment très semblables. Ces pays ont aussi suivi des voies similaires pour adhérer à l'UE. Un autre point commun est le moment de leur transition d'une économie agricole à une économie industrielle. Ces pays ont connu un essor remarquable dans le secteur manufacturier. Toutefois, ce progrès a été souvent caractérisé comme une « industrialisation sans développement » car l'Europe du Sud n'avait pas l'infrastructure nécessaire pour valoriser efficacement les avantages sociaux de l'urbanisation et de la modernisation économique.

* : Cet article est publié avec l'aimable autorisation de la revue *Transform !*

La Grèce, l'Espagne et le Portugal ont volontairement articulé transition vers la démocratie et transition vers une économie moderne. L'intégration européenne, qu'ils ont fortement souhaitée, a eu un double effet. D'une part, elle a directement rattaché les institutions nationales aux institutions européennes, entraînant une interdépendance politique de fait. D'autre part, les économies à la traîne d'Europe du Sud ont dû ajuster rapidement leurs standards à celles de leurs homologues du Nord. Cela s'est produit pendant une période d'austérité permanente. La crise pétrolière de 1973-1974 a en effet ébranlé les fondements des économies les plus solides du monde entier. C'est pourquoi, alors que la plus grande partie de l'Europe a associé développement économique et démocratie pendant les périodes fastes, la Grèce, le Portugal et l'Espagne n'ont pu le faire que lorsque l'économie européenne était déjà en train de refluer.

La Grèce : transitions économiques et sociales face à la récente crise

Dans le cas de la Grèce, les causes de la crise financière actuelle découlent de facteurs endogènes et exogènes. Nous allons nous intéresser plus particulièrement ici aux premiers. Le secteur primaire a été progressivement délaissé, ce qui a laissé de côté l'avantage comparatif du pays pour la production agricole. L'État grec a abandonné son rôle initial dans la régulation agricole au moment où le pays en avait le plus besoin, c'est-à-dire quand les principaux marchés anciens ont cessé d'absorber la production agricole et que de nouveaux marchés sont progressivement apparus comme de sérieux concurrents. La fraction la plus âgée de la population a donc été laissée seule face à la concurrence internationale et aux réglementations de la Politique agricole commune, qui se sont avérées ruineuses pour la partie rurale du pays. Le secteur primaire a alors connu une véritable catastrophe et a été progressivement marginalisé sur le plan économique. Ces faits n'ont jamais fait l'objet d'un débat public. La balance commerciale agricole est déficitaire depuis lors.

De même, le secteur industriel a rapidement décliné, surtout après l'effondrement du bloc de l'Est et l'ouverture des frontières qui a suivi. Des centaines d'entreprises industrielles en quête de main-d'œuvre bon marché ont été déplacées vers les pays des Balkans et la Turquie.

Alors que les bases productives du pays ont diminué rapidement et que chacun se demandait « de toute façon que pro-

duit ce pays ? », les gouvernements ont continué à orienter l'économie grecque vers le secteur tertiaire. La taille initialement petite de l'État en tant qu'opérateur économique s'est rapidement accrue, et des dépenses sociales ont été engagées. Des emprunts ont alors dû être contractés pour permettre au pays de poursuivre sa politique de développement apparent. Dans le même temps, l'évasion fiscale est devenue le prix politique des majorités électorales de ce qu'on appelle la « politique du centre ».

C'est pourquoi, pendant plus de trente ans, les gouvernements grecs ont été dans l'incapacité de justifier leurs politiques économiques aux yeux des électeurs. C'est pourquoi elles ont dû compter sur le clientélisme – ce qui, en retour, a accru le besoin d'emprunt public et favorisé les mauvaises pratiques administratives dans le secteur public. Les sources historiques du népotisme et de la corruption en Grèce ne doivent donc pas être recherchées seulement dans la période pré-capitaliste ou le passé ottoman du pays. Ce sont au contraire des sous-produits d'un modèle de développement capitaliste pervers dans ce coin particulier de la planète. Cela ne veut pas dire, cependant, que ce modèle a bénéficié d'une quelconque façon à de larges couches de la population grecque. Bien au contraire, certains hommes d'affaires et fonctionnaires ont fait fortune aux dépens de la grande majorité des citoyens grecs. Mais ceux-ci ont pendant des années fait confiance à des gouvernements qui ont réussi à fournir aux instances européennes des données erronées sur l'économie grecque. L'impression de prospérité s'est avérée totalement illusoire, mais cela n'a pas été visible avant l'augmentation spectaculaire des emprunts privés. Les Jeux olympiques d'Athènes, en 2004, ont été considérés par beaucoup comme l'apogée du modèle grec de développement, combinant construction et tourisme. Mais, pour finir, le pays s'est retrouvé avec une dette énorme et un sentiment d'échec.

Aujourd'hui, la Grèce est confrontée à un défi économique et politique beaucoup plus grave que ses partenaires européens. Avec un niveau de vie encore récemment classé parmi les trente plus élevés du monde, les Grecs font aujourd'hui l'expérience du déclin. Le pays a lutté pendant cinquante ans pour réussir son intégration sociale et a finalement pu profiter des avantages d'une société de consommation moderne. Mais cela s'est produit après la fin des « Trente glorieuses » seulement, et après celle de la domination social-démocrate en Europe de l'Ouest. La Grèce a vu son PIB grimper de 60 % depuis les années 1990. Cela ne signifie toutefois pas

une hausse correspondante du niveau de vie des couches sociales moyennes et inférieures. Il est alors devenu évident pour beaucoup de Grecs que le coût de l'inaction a, depuis un bon moment maintenant, dépassé le coût de la mobilisation sociale. Le paquet d'austérité 2010 rend cela d'une limpidité absolue.

Outre le hold-up fiscal sans précédent qui cible, entre autres, les revenus annuels de 8 000 euros et même les allocations de chômage, les Grecs sont témoins de la braderie de presque tous les atouts du pays, y compris des services d'eau et d'électricité ainsi que de nombreux aéroports, ports et secteurs côtiers. Malgré l'extrême impopularité de ces mesures, la plupart des Grecs seraient probablement prêts à les accepter en silence, si seulement ils étaient convaincus qu'elles peuvent remettre le pays sur pied. Mais personne ne l'est car le déficit continue à croître alors que le pays s'enfonce dans une profonde récession. Une fois de plus, la Grèce est considérée comme le cobaye du monde dans le contexte de la crise financière mondiale.

Bouleversements sociaux et nouvelles formes de protestation politique avant la crise

Ce n'est pas la première fois que les troubles sociaux en Grèce attirent l'attention des médias européens et mondiaux. Il est indéniable que la société grecque se mobilise plus fréquemment que d'autres en Europe. Une nouvelle vague de manifestations a commencé en 2005, lorsque les étudiants ont protesté contre la réforme de l'enseignement supérieur et la modification de l'article 16 de la Constitution destinées à mettre les universités grecques en conformité avec les orientations européennes issues du processus de Bologne. Ils ont mis en évidence les énormes difficultés rencontrées par les jeunes Grecs pour trouver un emploi. Le mouvement a utilisé des modalités de mobilisation d'une efficacité croissante, qui ont permis une grande réactivité et vigilance politiques. Il a remporté ainsi une victoire modeste en bloquant le projet de réforme constitutionnelle. Ce qui a montré l'efficacité de formes de protestations non institutionnelles et, surtout, mis la jeunesse du pays au premier rang de toutes les protestations qui ont suivi.

En 2008, face à des incendies massifs dans le Péloponnèse et à l'inefficacité scandaleuse de l'État pour contrôler la situation, des circuits sociaux informels se sont développés comme principaux moyens de mobilisation sociale. Des mil-

liers de blogueurs ont appelé à protester, faisant preuve de leur efficacité, un peu plus tard, dans les actions en décembre de la même année.

Tout a commencé alors lorsqu'un policier a tué par balle un jeune de 15 ans, Alexis Grigoropoulos. Dans les heures qui ont suivi, une violente révolte, massive et spontanée, a servi de point de départ à une nouvelle vague de protestation politique. Pendant plusieurs semaines, l'image de l'État a été complètement discréditée aux yeux des citoyens ordinaires. Le gouvernement, normalement source de toute légitimité, était lui-même délégitimé, ainsi que la police et les médias clairement sous contrôle, qui ont vainement tenté de dissimuler la vérité. La présence organisée de la gauche parlementaire et extraparlémentaire a renforcé la dynamique du mouvement de colère.

Ces différents faits ont entraîné la formation d'une tradition dans la mobilisation sociale, dont nous retrouvons les éléments dans le mouvement actuel des *Indignados*. Cela signifie que le mouvement actuel en Grèce n'est pas une simple reproduction de son homologue espagnol ; en effet, ce sont plutôt les conditions endogènes qui ont façonné la réalité politique d'aujourd'hui. Il semble, toutefois, tout à fait vraisemblable que des *stimuli* analogues existent également dans la péninsule ibérique.

Réseaux politiques formels et informels

Les pays d'Europe du Sud ont réussi à consolider leur système démocratique il y a plus de trente ans. Mais alors que le catalogue d'actions utilisable contre les politiques impopulaires est celui des démocraties les plus développées du monde, les problèmes auxquels sont confrontés les jeunes et les travailleurs sont incomparablement plus lourds. Dans le même temps, les canaux institutionnels par lesquels les revendications politiques pourraient s'exprimer ne fonctionnent pas correctement, voire pas du tout. C'est pourquoi des réseaux informels ont cherché à les remplacer. La caractéristique fondamentale de ce système est qu'il est tout à la fois « ouvert » et « fermé », condition très favorable à la propagation des mouvements sociaux.

Aujourd'hui, la société civile peut compter sur différentes ressources organisationnelles. L'image des partis politiques de la gauche d'opposition demeure intacte parce qu'ils n'ont pas participé aux gouvernements précédents. En outre, divers mouvements sociaux et organisations ont uni leurs

forces avec des réseaux informels de la société civile, montrant une grande capacité de mobilisation immédiate sur presque toutes les questions d'intérêt public. Par ailleurs, le fait qu'Athènes accueille 40 % de la population totale du pays ainsi que la plupart des entreprises et des universités favorise le caractère de masse de toutes les mobilisations.

La société civile dispose également d'importantes ressources idéologiques. L'argumentation de la gauche comme celle des nationalistes permet de formuler des alternatives fortes au discours gouvernemental, qui est essentiellement développé dans des médias de plus en plus discrédités.

L'absence de contrôle par la société des décisions cruciales prises par le gouvernement en contournant le Parlement, l'adoption de décisions politiques totalement contraires à ce qui avait été promis avant les élections et la réduction des droits sociaux acquis ont eu un effet immédiat : le dysfonctionnement des canaux institutionnels formels et le développement de canaux informels, non institutionnels. En effet, l'Europe du Sud a toujours différé de ses voisins du Nord en ce que la société civile y a suivi des voies informelles plutôt que des voies officielles, bien organisées. Il est nécessaire d'avoir à l'esprit cette différence si l'on veut bien comprendre la notion de société civile. La société civile formelle renvoie à des groupes autonomes, organisés, de personnes agissant pour défendre leurs intérêts, y compris contre l'État, à l'instar des partis politiques ou des syndicats. Par ailleurs, les différentes définitions savantes de la société civile accordent également une place aux aspects informels de la société civile et soulignent la nécessité d'adopter une définition élargie du concept. Comme l'affirme Mary Kaldor, « la société civile renvoie à la citoyenneté active, à l'auto-organisation croissante en dehors des milieux politiques officiels et à un espace élargi dans lequel les individus peuvent influencer les conditions dans lesquelles ils vivent à la fois directement et [indirectement] par des pressions politiques »¹.

Le mouvement de la place Syntagma

Le mouvement de la place Syntagma en Grèce, comme les mouvements correspondants en Espagne, au Portugal ou même en Afrique du Nord, peuvent être analysés comme des « enclaves » des forces informelles dans le champ de la société civile. Il n'a pas bénéficié d'un soutien médiatique fort, contrairement au printemps arabe. Les raisons de son émergence et de son développement sont donc à rechercher

1. Kaldor, Mary, (2003) : *Global Civil Society : An Answer to War*. Polity Press· Cambridge, p. 8.

dans celles évoquées plus haut. Mais ce qui y a contribué et qui dépasse l'entendement, c'est que les dirigeants qui ont été à l'origine du problème sont maintenant appelés à le résoudre. La « rue » a dénoncé un système politique pourri composé d'incompétents, d'escrocs et de menteurs. « Si c'est le cas, alors qu'est-ce qui a retenu si longtemps les *Indignados* ? » dit-on souvent de façon ironique pour souligner le retard pris par le mouvement. Cependant, si injuste que puisse paraître cette question, la réponse est importante pour la compréhension des événements : la plupart des Grecs ne soutenaient auparavant ni les formes courantes de protestation, ni le catalogue d'actions habituel des organisations. Les manifestations traditionnelles de la gauche se sont souvent achevées par des affrontements entre la police et une partie des manifestants (généralement anarchistes). Ce qui a toujours été politiquement exploité par le gouvernement et les médias aux ordres, éloignant ainsi le Grec moyen de ces actions. Après la mort atroce de trois citoyens dans l'incendie d'une banque, il y a un an, la recherche de formes pacifiques de protestation, qui ne se répandent pas dans tout Athènes, mais se concentrent sur le quartier du Parlement, est apparue dès lors une nécessité. L'exemple de l'Espagne a fourni la réponse. « Silence ! Vous allez réveiller les Grecs », a-t-on pu lire sur une banderole espagnole. Et les Grecs ont commencé à se réunir sur la place Syntagma. L'affirmation du caractère pacifique et indépendant des manifestations a permis la participation massive dont le mouvement avait besoin. Pendant quarante jours et quarante nuits, des dizaines de milliers de citoyens se sont réunis sur de nombreuses places du pays, tandis que, sur la place Syntagma, le nombre atteignait parfois des centaines de milliers. Assemblées populaires, débats et procédures de décision ont donné vie à une réalité politique qui contraste avec la démocratie représentative. Autrement dit, à la démocratie directe. Cette idée est devenue la principale exigence politique. Pour la première fois depuis des années, partisans de la gauche et de la droite, citoyens apolitiques et politisés, jeunes et vieux débattaient individuellement ou collectivement, sans aucun préjugé. L'ensemble du processus a conduit progressivement à un programme minimal commun. Les murs entre les partisans des différents partis politiques sont devenus poreux. Celui qui s'est construit entre les manifestants et le système politique actuel s'est au contraire renforcé. En ce sens, le mouvement de la place Syntagma a déjà commencé à produire des résultats.

Mais les divisions ont aussi été nettes. La limite entre la place principale et la rue qui se trouve en face du Parlement s'est révélée une frontière naturelle entre deux approches politiques et styles de vie différents : la rue de la reine Amalia est devenue le point de rassemblement des partisans de la droite, de l'extrême droite et des patriotes en général. Sur la place principale se rassemblaient les citoyens des différents courants de la gauche, libéraux et anarchistes. Des divisions moins importantes sont apparues, comme c'est souvent le cas, au sein de la gauche. Le Parti communiste, le KKE, gardait ses distances, jugeant le mouvement inefficace. En revanche, la SYRIZA, le second des principaux partis de gauche, ainsi que des petits partis de la gauche extraparlamentaire ont soutenu activement les manifestations, sans condescendance.

Pour résumer, les Grecs sont obligés de travailler, étudier et vivre au sein d'un système politique obsolète et autoritaire qui échoue de plus en plus à les représenter. Les manifestants de la place Syntagma sont, dans leur grande majorité, des citoyens particulièrement instruits – beaucoup sont diplômés d'universités européennes – avec de solides principes démocratiques. Il n'est pas exagéré de dire que le citoyen grec moyen d'aujourd'hui a surpassé ses représentants parlementaires à la fois en termes d'éducation et de valeurs démocratiques. Les citoyens grecs se trouvent chaque jour face à une machine d'État hostile, qui, récemment, n'a pas hésité à réprimer une manifestation pacifique par des moyens qui ressemblent à – certains disent même dépassent – ceux utilisés par les régimes autoritaires du Moyen-Orient. Des dizaines de vidéos sur Internet montrent la collaboration entre la police et des individus à l'identité douteuse, déguisés en émeutiers. D'autres vidéos montrent clairement la police antiémeute en train de lancer des gaz chimiques, y compris sur les tentes de la Croix-Rouge. Dans le même temps, la plupart des médias locaux se moquent de leurs lecteurs en cachant la vérité déjà connue de tous ou en agissant ostensiblement en hérauts officiels du gouvernement.

Les Grecs ne se contentent pas de protester contre la baisse de leur revenu. Toute une génération de citoyens actifs, qui ressemble beaucoup à ses homologues de Tunisie, d'Égypte ou d'Espagne, est en lutte contre un État clairement corrompu, et exige ses libertés fondamentales. ■